

Présentation des programmes d'histoire de la classe de terminale générale .

Enseignement de tronc commun
(*BO spécial n°8*  25 juillet 2019)

Juin 2020

Académie de Reims

Françoise JANIER-DUBRY, IGÉSR.



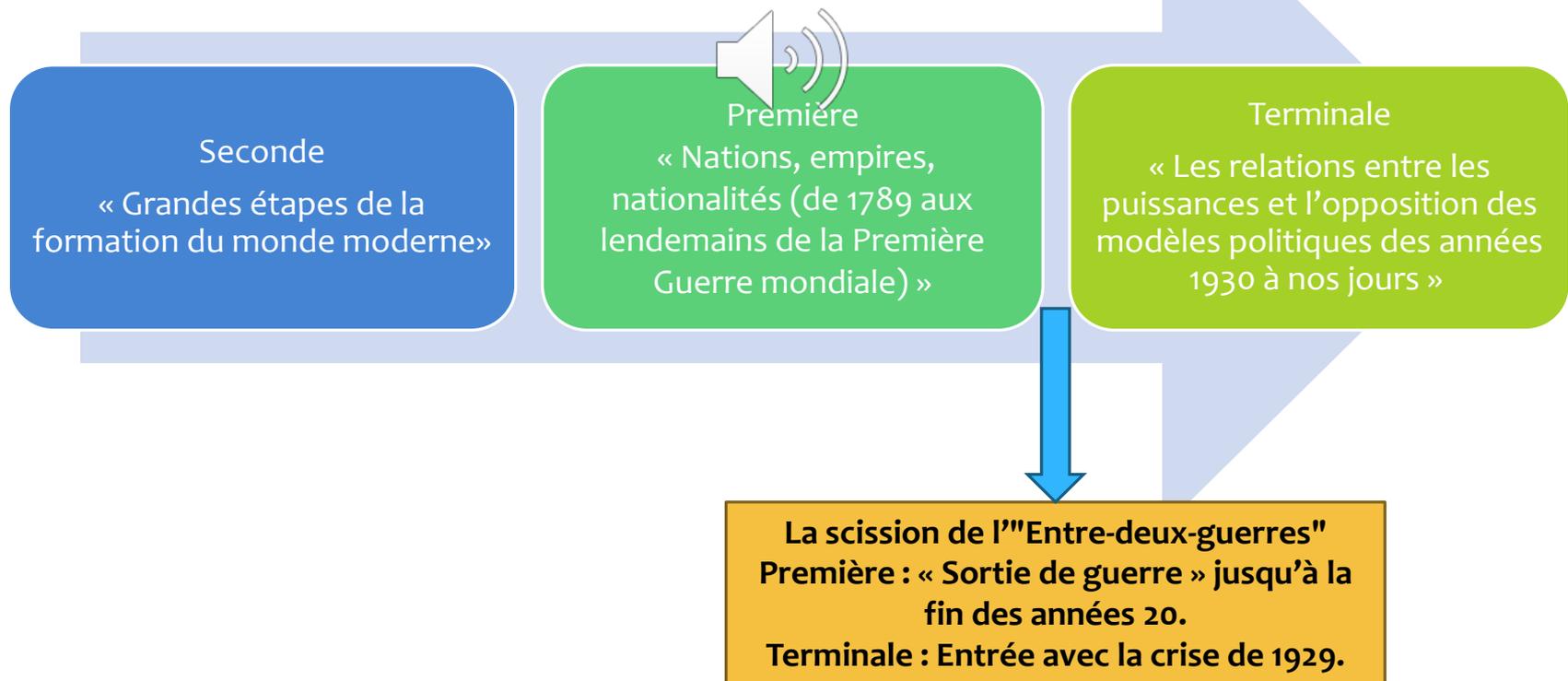
Plan de l'intervention

Introduction

- * 1. « Les relations entre les puissances et l'opposition des modèles politiques des années 1930 à nos jours » : grille de lecture, ruptures chronologiques.
 - * 1.1 Notions : puissance, superpuissance, hiérarchie de puissances, modèles.
 - * 1.2 Bornages et ruptures chronologiques.
- * 2. « Mettre en perspective » : les incertitudes de l'histoire du temps présent.
- * 3. Quelle place pour la France dans le programme d'histoire ?
- * 4. Les points de passage et d'ouverture (PPO) : quelles approches ?
- * 5. Tronc commun et HGGSP : articulations et synergies.



Introduction : les programmes d'histoire du lycée



« Les relations entre les **puissances** et l'opposition des **modèles politiques** des années 1930 à nos jours ».

- * Thème 1 : Fragilité des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)
- * Thème 2 : La multiplication de  acteurs internationaux dans un monde bipolaire (de 1945 au début des années 1970)
- * Thème 3 : Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991.
- * Thème 4 : Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990 entre coopérations et conflits.

Thème 1 : Fragilité des démocraties, totalitarismes et Seconde guerre mondiale (1929-1945)	13-15h
Thème 2 : La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire (de 1945 au début des années 1970)	13-15h
Thème 3 : Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991.	10h-12h
Thème 4 : Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990 entre coopérations et conflits.	8h-10h



La structure des thèmes :

Chaque thème débute par un premier chapitre qui permet de **poser les cadres** de la période concernée.

➔ Notions : **Equilibres, déséquilibres, ordre international, rapports de puissance.**

PARTIE 1 1929-1945	PARTIE 2 De 1945 au début des années 1970	PARTIE 3 Des années 1970 à 1991	PARTIE 4 Depuis les années 1990
Chapitre 1 Déséquilibres économiques et sociaux (crise économique mondiale)	Chapitre 1 Un nouvel ordre mondial	Chapitre 1 De nouveaux équilibres économiques et politiques	Chapitre 1 De nouveaux rapports de puissances

1. « Les relations entre les puissances et l'opposition des modèles politiques des années 1930 à nos jours » : grille de lecture et ruptures chronologiques.

1.1 Les notions : puissance, superpuissance, hiérarchie de puissances, modèles politiques.

Qu'est-ce que la puissance ? Il y a une **polysémie** du terme, un enrichissement progressif.

- La puissance comme rapport de domination. (*thèmes 1 et 2*)



- La puissance comme capacité d'action et marge de manœuvre : elle est ici associée aux concepts de **souveraineté** et d'**indépendance nationale** et en constitue le facteur de réalisation. (*thème 2 et thème 4*)

- La puissance comme capacité à structurer son environnement international pour qu'il soit à son avantage. (*thèmes 3 et 4*) (*thème 2*)

Avec la Seconde Guerre mondiale, le monde entre dans un **nouveau système de puissance** : domination de **deux superpuissances** (des « Géants »).

Le terme de superpuissance signifie un changement de **nature** et de **degré** de la puissance :

- * « La loi des **géants** [les Etats-Unis depuis 1945 et l'URSS de 1945 à 1991] [...] s'exerce bien sur deux tableaux, celui de **l'hégémonie** et celui du **modèle** ». (Robert Frank, *Pour l'histoire des relations internationales*, chapitre 6, page 174, d'après René Girault, Robert Frank, Jacques Thobie, *La loi des géants (1941-1964)*, 1993).
- * « Une superpuissance assure un **leadership** en vue de faire triompher à l'échelle mondiale les intérêts et conceptions de son camp. **La taille du territoire, l'importance des ressources mais aussi la force d'une idéologie dominante sont bien les attributs essentiels de ces géants** ».

(Jean-Claude Allain et Robert Frank, *Pour l'histoire des relations internationales*, PUF, 2012, chapitre 6 de Jean-Claude Allain et Robert Frank, page 172).

Dès lors, une **hiérarchie des puissances** découle de l'existence des superpuissances de même que celle de *leadership*.

Depuis 1991, la **multiplication des puissances** contribue à complexifier la hiérarchie des puissances alors que l'ordre international demeure celui de 1945.

Avec l'idée de *leadership*, se posent les questions :

- * - des **attributs de la puissance**,
- * - du **caractère transnational** des idéologies,
- * - des « **communautés d'intérêts** » (*alliances*), de l'influence des normes (juridiques, politiques...) sur les Etats,
- * - de la **perception de la puissance** (cf. le « rêve américain » a joué beaucoup dans la puissance des Etats-Unis; la nécessité d'imposer un modèle par la force a participé de la chute de l'URSS).

= > Enjeu : mettre en évidence le caractère dynamique de la scène internationale avec les **fluctuations et interactions** dans les rapports de puissance entre États souverains : 

- * Dans les années 1970, les superpuissances doivent prendre en compte de **nouveaux acteurs** (nouvelles puissances, acteurs transnationaux par exemple).
- * **L'évolution de la place de la France** : de grande puissance européenne et coloniale avant 1939, la France devient une puissance moyenne qui, **par délégation**, se tourne vers l'Europe pour essayer de pallier son affaiblissement sur la scène internationale. (*thème 2, chapitre 3 et thème 4 chapitre 2*)

Qu'est-ce que le modèle politique ?

- * Notion liée à la **puissance**, à travers la question de la prétention à « l'universalité » du modèle et de sa perception, de son influence.

Notion définissant un « **type d'organisation politique et sociale** découlant d'une conception d'ensemble préalable » (à partir du *Dictionnaire de l'Académie française*).

Deux entrées :

- * **Diversité des modèles politiques** pendant la période considérée : modèle totalitaire, modèle démocratique libéral, modèle socialiste, modèle autoritaire... Apparition de **nouveaux modèles** (ex: Iran par rejet du modèle occidental)
- Sur la longue durée : **les progrès de la démocratie dans le monde.**

- * **Evolution interne des modèles politiques** : en lien avec des crises (politiques, économiques, sociales), des guerres.

Ex : l'évolution du modèle républicain français (*thème 2, chapitre 3 et thème 3, chapitre 2, thème 4 chapitre 3*) : l'adaptation aux transformations de la société, la place de l'Etat ou encore la dialectique centralisation/décentralisation. (*thème 4, chapitre 3*)

Autres ex : l'évolution du modèle états-unien (avec Reagan), l'évolution du modèle chinois (avec Deng Xiaoping)

Quelques axes thématiques autour des « modèles »

La place de l'Etat

- * posée par la crise de 1929 (*thème 1 chapitre 1*) avec des tentatives d'intervention qui ont des efficacités limitées (New Deal, Accords de Matignon). C'est la **guerre** qui permet aux Etats-Unis de sortir de la crise économique.
- * reposée en 1945 avec l'ambition de construire des démocraties économiques et sociales (concept d'**Etat-providence**). (*thème 2 chapitre 1*)
- * remise en cause dans les années 1970 et 80 avec les progrès du **néolibéralisme**. (*thème 3 chapitre 1*) « Dans la crise actuelle, l'État n'est pas la solution à notre problème ; l'État est le problème ». (L. H. Hagan, 20 janvier 1981)

La gouvernance économique internationale :

- * Posée dans les années 1930 avec l'impossibilité de conduire des politiques concertées de lutte contre la crise économique (nationalismes économiques qui rendent les politiques de lutte inefficaces ou limitent leur efficacité : autarcie, protectionnisme) (*thème 1 chapitre 1*)
- * Reposée après 1945 avec la création d'institutions internationales qui sont censées mettre en place des règles de gouvernance (Accords de Bretton-Woods 1944) et promouvoir l'essor des relations commerciales internationales (GATT 1947) (*thème 2 chapitre 1*) mais c'est un échec car l'ensemble cantonne au monde libéral.
- * 1994 : création de l'OMC qui accompagne le processus de mondialisation et de libéralisation économique.

Un « siècle idéologique et politique » (M.Winock) : les oppositions idéologiques (montée aux extrêmes) rendent difficiles le dialogue entre les puissances.

- Dans les années 1930, l'émergence et l'affirmation de nouveaux types de régimes politiques (URSS, régimes fasciste et nazi) a des conséquences :

-- sur l'équilibre européen (dimension géopolitique des totalitarismes qui sont aussi des nationalismes (thème 1 chapitre 2), remise en cause de la sécurité collective et du concert européen des puissances,

-- sur les équilibres internes des Etats démocratiques avec des polarisations idéologiques internes (anticommunismes, antifascismes, anti-impérialismes) qui rendent complexes les politiques étrangères

== > cf. la guerre d'Espagne, guerre civile internationalisée divisée au sein des démocraties. Des polarisations idéologiques qui sont transnationales dans un contexte de crise économique mondiale. On notera que ces polarisations idéologiques perdurent dans la guerre froide avec l'opposition EU-URSS. (thème 1 chapitre 2)

- Pendant la Seconde Guerre mondiale (thème 1 chapitre 3) : un conflit idéologique entre des régimes antagonistes, démocraties /dictatures fascistes, entre Communistes/Nazis. Présence également de nationalismes exacerbés : Pierre Grosser parle d' « hystérie nationaliste » qui au nom de l'unité, de la pureté alimente des guerres civiles, des nettoyages ethniques au-delà des oppositions entre résistants et collaborateurs, entre communistes et non communistes (en Pologne, Ukraine, Lituanie...)

- Après 1945, tentative d'un nouvel ordre mondial se heurte à :

-- aux oppositions idéologiques entre Etats-Unis et URSS : une guerre froide,

-- à l'affirmation et au développement des nationalismes dans les empires coloniaux (thème 2 chapitre 2), la longue guerre de 35 années des Vietnamiens : Guerre d'Indochine et du Vietnam (affirmation du nationalisme et du communisme),

-- des contestations de l'organisation du monde, des modèles idéologiques (Cf. L'année 1968 dans le monde) (thème 2 chapitre 2).

-À partir des années 1970 :

-- la crise des modèles idéologiques,

-- l'émergence des fondamentalismes religieux (Iran 1979),

-- le développement de terrorismes :

Deux branches de terrorisme naissent qui sont en lien avec la guerre froide :

➔ Naissance d'un terrorisme international autour de la cause palestinienne et la lutte contre Israël et ses alliés occidentaux (réunit mouvements d'extrême gauche et nationalistes) qui, ancrés nationalement, partagent des mobilisations (Radicalisation politique de certains jeunes occidentaux qui glissent de la « cause » vietnamienne à la « cause » palestinienne dans un contexte de rejet de la société occidentale) et un projet plus global (hostilité aux démocraties occidentales) et les conduit à développer des connexions internationales (importance des flux financiers).

➔ Naissance d'un terrorisme international islamiste (mouvance djihadiste) qui se déploie autour du combat des Afghans contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan à partir de 1979. Combattants portent ensuite le djihad dans leurs pays respectifs à la fin des années 1980 (Yémen, Algérie, Egypte...).

Après l'accalmie des années 1990, le terrorisme international connaît un nouvel essor à partir de 2004 d'abord au Proche et Moyen-Orient. (cf. Jenny Raflik, *Terrorisme et mondialisation, Approches historiques*, Gallimard, 2016, p. 85 et suivantes et p. 268 et suivantes) (thème 3 chapitre 1 et thème 4 chapitre 1).

Articuler puissance et modèle politique

Un exemple de questionnement : comment les relations entre les puissances sont-elles structurées autour de modèles politiques qui sont défendus, questionnés, contestés et renouvelés des années 1930 aux années 2000 ?

Un exemple d'articulation politique étrangère/politique intérieure : la guerre d'Algérie pèse sur la politique extérieure de la France. L'incident de **Sakiet Sidi Youssef** (Tunisie) **le 8 février 1958** est à l'origine d'une très grave crise internationale après que la France ait bombardé la ville en représailles de tirs de la DCA (Sidi Youssef est une base arrière du FLN). Les condamnations de la France par les Anglo-saxons (Etats-Unis et Grande Bretagne) qui redoutent une progression du communisme dans le monde arabe déclenchent une explosion de rancœurs contre les Etats-Unis. Le gouvernement Felix Gaillard chute. « Le 13 mai 1958 et la chute de la IVe République furent la conséquence directe de (...) la politique extérieure française ». (G-H Soutou, *La guerre froide de la France, 1941-1990*, Tallandier, 2018, p.291). C'est le début d'une réorientation de la politique extérieure de la France, avec une remise en cause de l'atlantisme. C'est aussi un tournant politique majeur avec un changement de République.

« Les relations entre les puissances et l'opposition des modèles politiques des années 1930 à nos jours »

1.2 Les bornages et ruptures chronologiques :

- * Thème 1 : Fragilité des démocraties, totalitarismes et Seconde guerre mondiale (1929-1945)
- * Thème 2 : La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire (de 1945 au début des années 1970)
- * Thème 3 : Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991.
- * Thème 4 : Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990 entre coopérations et conflits.



1. Fin de « sortie de guerre »/tournant des années 1930: le découpage de l' « Entre-deux-Guerres »
2. Les années 1930 : un désordre mondial ou la fin du « concert européen ».
3. Le tournant de la Seconde Guerre mondiale (1941) : la naissance des superpuissances, la « Grande Alliance » (1941-1947) ; le condominium Etats-Unis –URSS sur le monde (1947-1973).
4. 1973 et 1991: le « double tournant » (Robert Frank) de la fin du XX^e siècle.

Fin de « sortie de guerre »/tournant des années 1930: le découpage de l' « Entre-deux-Guerres »

1929, une année où « plusieurs pages » se tournent qui semble mettre fin à une « longue sortie de guerre ». On peut souligner :

- * **Les hommes de la guerre quittent la scène** : Clemenceau , Foch, Poincaré en 1929.
- * **Les relations internationales sont marquées par une certaine détente** : 1928 : pacte Briand-Kellog et août 1929 : conférence de La Haye. Retour au concert européen et présence de la SDN.
- * **Les traces de la guerre sont progressivement effacées** : en France, dans les territoires du Nord-est, la reconstruction est en passe d'être achevée, la production industrielle dépasse celle d'avant-guerre ; l'empire colonial français est à son apogée. La France offre un visage moderne : elle s'urbanise (tournant de 1931) et continue de s'industrialiser..

La **crise économique de 1929** (*thème 1, chapitre 1*) est « **une césure majeure** » de « l'Entre-Deux-Guerres » (D. Kalifa, *les noms d'époque. De la restauration aux années de plomb*, Gallimard, 2020) qui ouvre une longue période d'incertitudes et de tensions dans les relations entre les puissances. Les contemporains avant les historiens ont eu conscience de ce changement d'époque et de climat.

== > Introduire des **liens entre relations internationales et économie** (et ce, **tout au long** du programme).

== > **Questionner l'évolution des puissances**, dans leur forme et dans leur nature.

==> **Sortir de l'idée « d'entre-deux »** et des lectures téléologiques *a posteriori* en redonnant aux acteurs toute leur place.

== > **Construire une réflexion sur le temps**. A partir des repères, il s'agit d'aider à appréhender les ruptures, les continuités, les évolutions. Les programmes bousculent quelques repères habituels.

Les années 1930 : un désordre mondial ou la fin du « concert européen ».

- * **La fin de la 2^e mondialisation** : interruption des flux de marchandises, de capitaux, cloisonnement économique (barrières douanières, replis nationalistes)
- * **La fin du système financier** (fin du paiement des réparations, rapatriement des capitaux)
- * **La fin du système de la SDN** (système de Genève) : impuissance devant les coups de force militaires du Japon, de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie.
- * **La fin du système de Locarno** devant militarisation de la Rhénanie (1935), l'invasion des Sudètes (1939) : échec de la politique d'apaisement de Munich (septembre 1938).
- * **La fin du système versaillais** : service militaire obligatoire en Allemagne, militarisation de la Rhénanie... L'URSS se détourne des démocraties au regard de leur inaction en Espagne puis de leur recul face à Hitler → Staline signe un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie le 23 août 1939. (*géopolitique des totalitarismes*)

Le tournant de la Seconde Guerre mondiale (1941) : la naissance des superpuissances, la « Grande Alliance » (1941-1947) ; le condominium Etats-Unis – URSS sur le monde (1947-1973).

En 1941, l'entrée en guerre de l'URSS puis des EU change le système international. EU et URSS forment un **nouveau système d'alliance** : la « Grande Alliance » puis avec la guerre froide à partir de 1947, ils mettent en place un condominium sur le monde **et ce jusqu'au début des années 1970**.

- De la Grande Alliance à la rupture :

- « **Grande Alliance** » (une alliance de circonstance) se traduit par l'aide militaire des Etats-Unis à l'URSS.
- **Volonté d'établir un nouvel ordre mondial (Yalta Février 45, ONU, procès)**: des superpuissances qui **se partagent le gouvernement du monde** (assurer la paix et la prospérité).
- Dimension économique et financière** (Accords de Bretton-Woods en 1944 pour construire un système monétaire international stable ; création du GATT en 1947). Mais l'URSS et les pays satellites ne participent pas à ce processus de **libéralisation économique** qui se limite à l'Occident.
- 1947 : « rupture » marquée par une « bipolarisation » de l'Europe et du monde. Le communisme est perçu comme menaçant (Cf. **Le « coup de Prague », février 1948**). La « **première guerre froide** » dure de 1947 à 1955 (forte tension : crises en Europe et en Asie). Impuissance de l'ONU.

Mais les relations internationales ne se limitent pas à l'affrontement Est-Ouest. Il y a des situations historiques (décolonisation, construction européenne, Moyen-Orient) qui ont leur logique propre.

- **La création de l'Etat d'Israël** est soutenue par les EU et l'URSS,
- **La décolonisation est d'abord indépendante de la guerre froide** (les deux superpuissances sont favorables à l'indépendance des colonies). L'URSS et les Etats-Unis condamnent l'action de la France et de la Grande-Bretagne. La crise de Suez témoigne que la France et la Grande Bretagne ne sont plus des puissances impériales.
- En Asie, trois puissances existent dès les années 1950 : l'URSS, les Etats-Unis et la Chine.

- Du milieu des années 50 à 1973 : confrontation prend la forme d'un condominium (partage/autorité en commun) sur le monde :

Le **Tiers Monde** devient un enjeu des relations Est-Ouest.

- Les EU encouragent la décolonisation sauf lorsqu'elle peut permettre l'arrivée au pouvoir de communistes. Cf. leur attitude envers l'Indochine française évolue et les conduit à prendre la suite de la France en Indochine après 1954 (**Les guerres d'Indochine et du Vietnam** : 35 années de guerre pour les Vietnamiens),
- La crise algérienne s'inscrit dans le rapport des puissances avec la crainte des EU de voir le communisme progresser dans le monde arabe et le Tiers-Monde → conduit à l'isolement de la France sur la scène internationale. Le FLN l'emporte diplomatiquement. De Gaulle accepte progressivement l'indépendance.

L'affrontement entre les deux Grands perdure : crises (dont **la crise des missiles de Cuba, 1962**)

Mais émergence de **nouveaux pôles** :

- Structuration du Tiers-Monde avec la naissance du **mouvement des non-alignés**. Refus du libéralisme.
- Au sein des **blocs**, des divisions apparaissent : la Chine qui s'est affirmée lors de la guerre de Corée s'émancipe de l'URSS, les démocraties populaires se réforment, le Japon devient une puissance économique, la France joue sa propre carte à l'Ouest en développant une politique d'indépendance nationale et en promouvant un monde multipolaire (volonté de dépasser l'affrontement Est-Ouest avec Pierre Mendès-France, prise en compte par De Gaulle des conséquences de la crise de Cuba qui a mis en évidence l'unilatéralisme des Etats-Unis dans la décision du blocus), relance de la construction européenne après l'insurrection hongroise de 1956 (traité de Rome de 1957)
- en Europe : concrétisation par les **Accords d'Helsinki** (1975) : sécurité, coopération économique, libre circulation des personnes...

==> amorce d'un monde « bi-multipolaire ».

1973 et 1991: le « double tournant » (Robert Frank) de la fin du XX^e siècle.

Notre monde hérite à la fois du tournant des années 1970 (montée de l'islamisme, des nationalismes, contestations des exclus de la mondialisation) et du tournant de 1991 (la chute de l'URSS).

A partir de 1973

Deux superpuissances affaiblies qui tentent de contrôler un monde plus éclaté.
« Un nouveau désordre mondial ».
Un monde « bi-multipolaire ».

A partir de 1991

Les Etats-Unis, seule superpuissance ou « l'illusion d'un monde unipolaire ».
Nouvelle hiérarchie des puissances et nouvelles puissances
Un monde « uni-multipolaire ».

1973 et 1991: le « double tournant » (Robert Frank) de la fin du XX^e siècle.

Les années 1970 : « un nouveau désordre mondial » (P. Milza, 1983).

Les Etats-Unis et l'URSS sont affaiblis et en difficulté pour contrôler un **monde éclaté**. L'année 1973 est un tournant majeur car la **crise économique** de 1973 – liée à la **guerre du Kippour** – fait évoluer le climat politique par l'accroissement de la concurrence entre les pays (Empreinte de l'économie sur les relations internationales).

-- Crise des modèles politiques :

Intrusion du religieux sur la scène internationale avec montée du rejet de l'occident (l'Iran en 1979) et essor des terrorismes*,

Développement des nationalismes et du repli identitaire,

- Des guerres régionales : guerre entre Cambodge et Vietnam en 1978, guerre Iran-Irak entre 1980 et 1988...
- Fin des dictatures en Europe du sud et processus de transition démocratique (Portugal, Grèce, Espagne)

-- Crise des modèles idéologiques :

- Intervention du Pacte de Varsovie à Prague en 1968 => crise : le communisme ne fait plus rêver, audience croissante des dissidents à l'Ouest,
 - Contestation de la bipolarisation du monde en Europe avec volonté de certains Européens de développer les échanges commerciaux avec l'Est et d'autres de mettre en place une politique de sécurité européenne : (importance de l'Acte d'Helsinki de 1975 préparé à partir de 1973)
 - Critique de la société de consommation dans les pays occidentaux et contestation des armes nucléaires en Europe (notamment en RFA).
- ➔ De nouvelles causes mobilisent les intellectuels : les droits de l'homme, la démocratie, l'environnement. De nouveaux acteurs transnationaux pèsent sur la scène internationale (ONG, médias par exemple).

-- Processus de mondialisation (3^e mondialisation) s'enclenche à la fin des années 1970 : transformation du capitalisme.

- Dérégulation financière avec fin de la convertibilité du dollar en or en 1971 (décision unilatérale des Etats-Unis)
- Expansion des théories dites néolibérales au sein des institutions internationales : remise en cause de l'Etat-providence en Europe occidentale et aux Etats-Unis (Reagan) : privatisation, dérégulation et dérèglementation.
- Ouverture de la Chine au capitalisme (« économie socialiste de marché »).
- Troisième révolution technologique (informatique) initiée par les Etats-Unis.

-- Retour des tensions EU-URSS de 1975 à 1985 : « seconde guerre froide ».

- Avec extension du communisme par les armes en Afrique (Angola, Ethiopie...) et au Moyen-Orient (Afghanistan et Yémen) facilitée par l'atonie des Etats-Unis suite à l'échec au Vietnam. Suscite de nouvelles craintes.
- Le programme de Reagan face à l'URSS.

* Voir diapositive n°11.

Un monde bi-multipolaire

1973 et 1991: le « double tournant » (Robert Frank) de la fin du XX^e siècle. (suite)

1991 : la fin de la guerre froide (disparition de l'URSS et la disparition du pacte de Varsovie).

L'exercice de la puissance est plus difficile d'autant que les conflits sont plus complexes (régionaux) - **Nouvelles hiérarchies des puissances.**

- **Période 1985-1988** : Gorbatchev accepte la politique de désarmement et met fin à la guerre en Afghanistan (1988). Mais les réformes internes (*Perestroika*) du système le dépassent : chute du mur (1989), implosion de l'URSS (1991) : disparition d'une superpuissance == > **vers un monde unipolaire ?**

- **Espérance dans un nouvel ordre mondial démocratique dans les années 1990** :

- Entente entre les Etats-Unis et la Russie, interventions américaines sous l'égide de l'ONU (1^{ere} guerre du Golfe par exemple) : monde multilatéral semble possible,
- Extension de la mondialisation économique libérale aux ex-pays communistes ; contexte général de libéralisation des économies (création de l'OMC en 1994) ; la Chine communiste entre à OMC en 2001.
- Extension de la démocratie : fin des dictatures communistes, **fin de l'apartheid en Afrique du Sud (juin 1991).**

- **Mais le désordre né dans les années 1970 se poursuit au-delà de la chute de l'URSS car les éléments hérités des années 1970 perdurent** : rejet de l'Occident, nationalisme, islamisme, terrorisme international, conflits locaux.

- **11 septembre 2001** : face à face entre les Etats-Unis et Al Qaida ; Le 11 septembre **a changé l'Amérique** : « **l'impuissance de la puissance** » (B. Badie). Les EU veulent démocratiser un monde profondément bouleversé depuis les années 70 : ils échouent car il est impossible d'imposer la démocratie == > leur intervention déstabilise le Moyen-Orient. A partir de 2004, le terrorisme islamiste international connaît un essor qui touche d'abord l'Irak, l'Afghanistan, la Syrie...
- « Illusion unipolaire » car conduit les EU à l'unilatéralisme. À partir de 2008 : plus grande prudence des EU dans leurs interventions sur la scène internationale.

- **Emergence de nouvelles puissances et de nouveaux acteurs non étatiques** :

- Développement d'organisations régionales : **CEE puis UE**, ASEAN, MERCOSUR, ALENA...
- Développement d'une **opinion internationale**, du rôle de la société civile (« **émotions mondiales** » causées par les massacres, les génocides), l'acceptation du droit d'ingérence ; 1998 : création d'une juridiction : la Cour pénale internationale permanente (La Haye).
- La Chine accroît sa présence sur la scène internationale (puissance économique mais aussi accroissement de sa puissance militaire). Des tensions avec les Etats-Unis (économiques, diplomatiques avec les Etats-Unis).

2. « Mettre en perspective » : les incertitudes de l'histoire du temps présent.

- * De « *on peut mettre en avant* » à « *on mettra en perspective* »...
- * **L'histoire du temps présent** ou « l'ignorance du lendemain » (P. Garcia)
 - se défaire de « l'illusion rétrospective de la fatalité ».
 - favoriser une plus grande attention au "champ des possibles" des situations historiques.
- * Montrer la **méthodologie rigoureuse** de l'histoire  sur des sources plus diverses (sources orales, audiovisuelles, journalistiques).
- * Une **histoire sensible** car soumise aux regards des acteurs, aux enjeux mémoriels et aux tentations d'instrumentaliser l'histoire : l'histoire du temps présent peut être conflictuelle : c'est une « histoire difficile à écrire ». (Jean-François Sirinelli)
- * Une histoire **plus complexe** à enseigner : des lectures possibles, des incertitudes.

Source : Patrick Garcia, « L'histoire du temps présent : une histoire comme les autres ? », *Mélanges de la Casa de Velázquez* [En ligne], 48-2 | 2018, mis en ligne le 05 octobre 2018, consulté le 20 mai 2020.

Cette mise en perspective (pour prendre du recul, regarder un objet avec le regard et la méthode de l'historien qui introduit une profondeur historique) concerne les thèmes suivants :

- * nouvelles formes de conflits, gouvernance mondiale et nouveaux défis de ce monde (thème 4, chapitre 1)
- * incertitudes sur l'avenir de la construction européenne (thème 4, chapitre 2)
- * les adaptations des institutions aux évolutions de la société française (thème 4, chapitre 3)

Plusieurs voies peuvent être choisies quant aux manières de répondre par exemple aux défis du monde... ou encore à l'avenir de la construction européenne ou encore à l'application des principes fondamentaux de la République.

En introduisant la question de la **perspective**, le professeur peut montrer aux élèves que :

- Les défis du monde d'aujourd'hui (inégalités économiques et sociales, questions environnementales par exemple) interrogent la gouvernance internationale, ses moyens, ses modalités, les instruments de régulation.
- Les conflits sur les formes de la construction européenne ont existé dès la naissance de l'Europe, que ces conflits autour de la souveraineté des Etats par exemple sont encore présents aujourd'hui et renouvelés dans le cadre de l'élargissement de l'UE puis de l'approfondissement. Ainsi, dès l'origine, l'Euro est une source de débat puisqu'il pose les questions de la souveraineté monétaire, de la convergence des modèles économiques et sociaux.
- Les combats pour l'égalité entre les hommes et les femmes sont inachevés dans notre République.

3. Quelle est la place de la France dans le programme d'histoire ?

La France est présente dans chaque thème du programme :

- dans un chapitre spécifique,
- dans un chapitre plus large où mention est faite à la France (dans PPO ou dans les objectifs).

Cette place traduit une volonté de repenser les articulations entre la France et le monde.

Thème 1	Chapitre 1 : PPO : juin 1936 : les accords de Matignon, Chapitre 3 : « la France dans la guerre : occupation, collaboration, régime de Vichy, Résistance » ; PPO : « juin 1940 en France » ; « de Gaulle et la France Libre » ; juin 1944 : le débarquement de Normandie.
Thème 2	Chapitre 1 : PPO : 15 mars 1944 : le programme du CNF, Chapitre 2 : PPO : la guerre d'Indochine (une partie du PPO), l'année 68 dans le monde (avec « mai 68 »), Chapitre 3 : La France, une nouvelle place dans le monde.
Thème 3	Chapitre 1 : La modification des grands équilibres économiques et politiques (les conséquences sociales, économiques et géopolitiques des chocs pétroliers), Chapitre 2 : Un tournant social, politique et culturel, la France de 1974 à 1988.
Thème 4	Chapitre 2 : La construction européenne dont PPO : « le tunnel sous la Manche » Chapitre 3 : la République française.

La France s'inscrit dans les relations internationales

La France recherche un modèle politique républicain stable qu'elle fait évoluer

Thème 2 chapitre 3, thème 1 chapitre 3

Thème 2 chapitre 3, thème 3 chapitre 2, thème 4 chapitre 3

La France : « Un Etat-nation en mutation accélérée » (J-F Sirinelli)

Passage d'une France-monde à une France- dans-le-monde au tournant des années 1960-1970

D'une France puissance coloniale

à une France recentrée sur le continent européen (un pays très marqué par la décolonisation, la guerre d'Algérie étant « une obsession française », G-H Soutou) mais mondialement connectée (via l'Union Européenne)

La France, une puissance ? La question de la l'indépendance et de la souveraineté nationale. (thème 2)
Articulation : Monde, Europe, France (thème 4)

Passage d'une France traditionnelle à une France modernisée : le tournant des années 1960-1970

D'une « France rurale, masculine, hiérarchisée et centralisée » (V.Verclytte, *La société française de 1945 à nos jours*, 2018)

à une France plus libérale, plus démocratique, plus ouverte mais en crise depuis les années 1980.

Comment adapter le modèle républicain aux transformations économiques et sociales ? (thème 3 et thème 4)

Repenser les articulations entre France et monde.

Exemple de PPO		Insérer la France dans le contexte économique et politique international Des spécificités françaises ?	
Juin 1936 : les Accords de Matignon	Une « relance à la Française »	Liens entre <i>New Deal</i> et relance à la Française. (G. Boris, conseiller de Blum)	Le Front populaire : résoudre la crise économique ou répondre à la menace fasciste ? (division du Front populaire sur l'Espagne)
Possibilité de regrouper et traiter en parallèle les deux PPO: 1933 et 1936.		Liens entre le programme du CNR et le plan Beveridge par exemple (France de Londres)	Le programme du CNR ou le modèle français de l'Etat-providence (la combinaison de tous les attributs de l'Etat-providence)
15 mars 1944 : le programme du CNR	Établir une démocratie économique et sociale	Liens entre le programme du CNR et le plan Beveridge par exemple (France de Londres)	Le programme du CNR ou le modèle français de l'Etat-providence (la combinaison de tous les attributs de l'Etat-providence)
Possibilité de traiter ce PPO sous forme de « zoom »/ sous la forme de l'expérience française de l'Etat-Providence.			

La France entre histoire et géographie

Histoire	Géographie
Lien thème 2, chapitre 3 : indépendance nationale, de Gaulle.	La France une puissance maritime ? Thème 1 : Mers et océans : au cœur de la mondialisation (dont la dissuasion)
Lien thème 2, chapitre 2 (décolonisation)/ chapitre 3 (La France, une nouvelle place dans le monde)	La France, rayonnement international et inégale attractivité dans la mondialisation. Dont dimension culturelle et linguistique Thème 2 : Dynamiques territoriales, coopérations et tensions dans la mondialisation (les marques territoriales présentes de la mondialisation).
Lien thème 4, chapitre 2 PPO le tunnel sous la Manche	La France : les dynamiques différenciées des territoires transfrontaliers Thème 3 : L'Union européenne dans la mondialisation : des dynamiques complexes.
Lien thème 4, chapitre 3 : PPO, décentralisation	La France et ses régions dans l'UE et dans la mondialisation : lignes de force et recompositions Thème 4 : La France et ses régions dans l'UE et dans la mondialisation : lignes de force et recompositions.

4. Les points de passage et d'ouverture (PPO) : quelles approches ?

Un traitement **selon l'angle d'approche du thème.**

- * Le **degré d'approfondissement** est au choix du professeur.
- * Les **outils et démarches** – travail sur documents, récits, les méthodes (travail individuel, travail collectif)- sont au choix du professeur. Il s'agit de développer la capacité à interroger, questionner, raisonner.
- * Ils sont un outil privilégié pour se saisir des méthodes de l'historien.
- * Les **PPO ne sont pas interrogés pour eux-mêmes lors des E3C** mais peuvent servir à nourrir une copie en exemples précis... Ils illustrent un axe d'étude.
- * Il est possible de **regrouper des PPO** ou de **relier des PPO** entre eux.

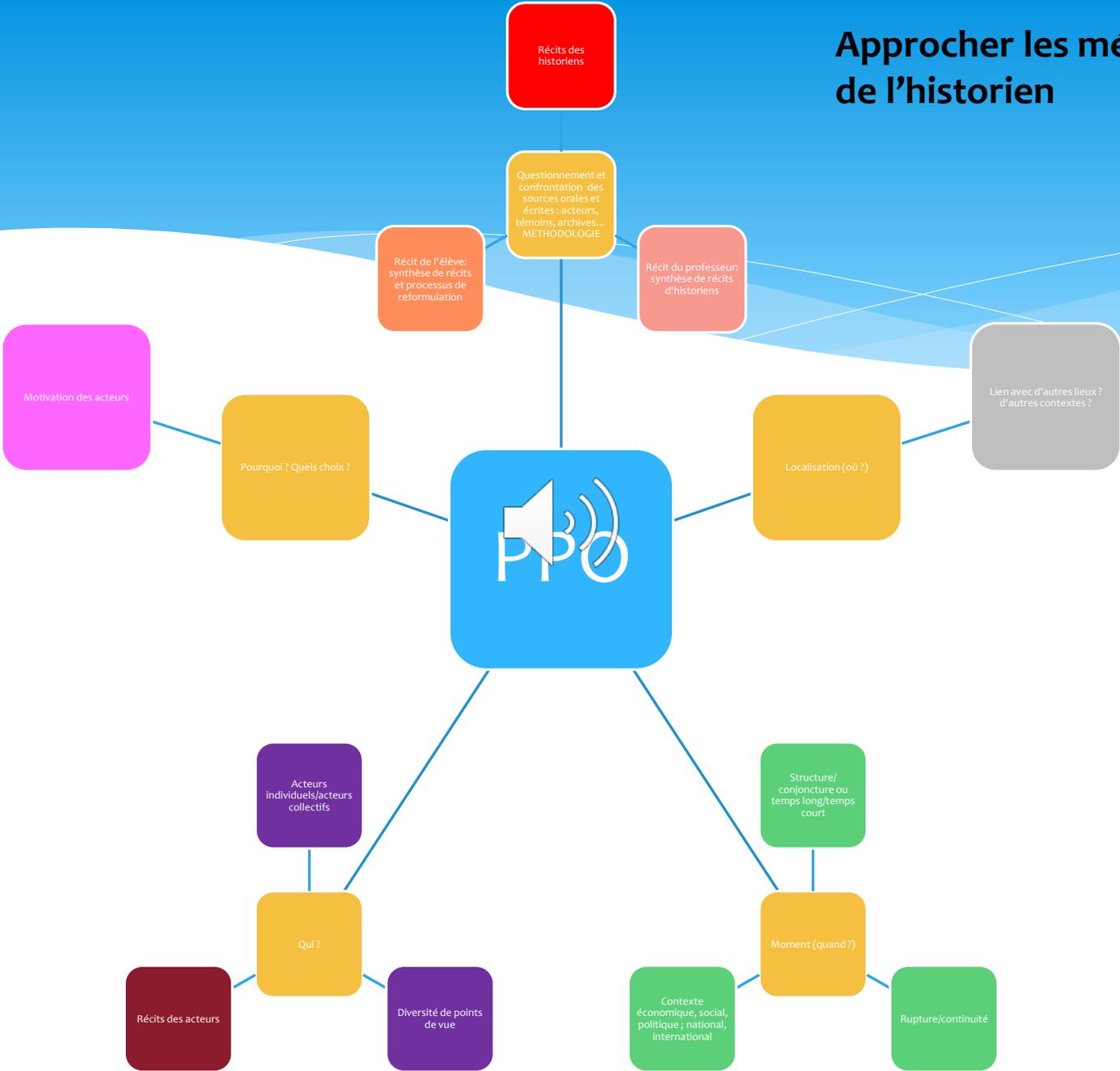
Exemples :

- * 1933 : un nouveau président des Etats-Unis, F.D. Roosevelt, pour une nouvelle politique économique, le New Deal ; Juin 1936 : les accords de Matignon.
- * Juin 1940 en France : continuer ou arrêter la guerre ; De Gaulle et la France Libre.
- * Charles de Gaulle et Pierre Mendès-France, deux conceptions de la République ; La constitution de 1958.

Diversité des PPO, richesse des objets de l'historien

- une **journée-événement** : « le 25 février 1948 », « 9-10 novembre 1938 : la "nuit de Cristal " », le 11 septembre 2001.
- une **année** sur le modèle du « tableau » ou de l' « année sans pareille » : « L'année 1968 dans le monde » ou « l'année 1989 dans le monde » .
- une **crise** : « 1962 : la crise des missiles de Cuba »
- une **période** : « Les guerres d'Indochine et Vietnam » (soit 35 années de guerre).
- un **texte** : « la constitution de 1958 », « 15 mars 1944 : le programme du CNR ».
- des **acteurs dans une étude comparée** : « Charles de Gaulle et Pierre Mendès-France : deux conceptions de la République » ou « Ronald Reagan et Deng Xiaoping : deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme ».
- un **thème d'étude** : « Le front de l'est et la guerre d'anéantissement », « la guerre d'Algérie et ses mémoires », « L'épidémie du SIDA en France : recherche, prévention et luttes politiques ».
- une **réalisation** : « Le tunnel sous la Manche ».
- un **processus** : « L'approfondissement de la décentralisation », « la fin de l'apartheid en Afrique du sud ».

Approcher les méthodes de l'historien



Quelques propositions autour de PPO

- « *L'épidémie de Sida en France : recherche, prévention et luttes politiques* ». (années 1980 au milieu des années 1990)
 - Une lutte qui voit l'émergence de nouveaux acteurs (associations de malades, rôle des médias),
 - Une lutte qui s'inscrit dans un contexte international,
 - Une lutte qui fait évoluer le regard porté sur l'homosexualité et la place des homosexuels dans la société ?
- « *Reagan et Deng Xiaoping, deux acteurs d'un nouveau capitalisme* » :
 - Deux réformateurs,
 - Deux hommes qui entendent redonner une place à leur pays sur la scène internationale,
 - Des créateurs de nouveaux modèles de capitalismes ?
- « *La fin de l'Apartheid en Afrique du Sud* ».
 - Un processus qui mêle temps long/temps court
 - Un processus qui mêle contexte national/contexte international
 - Un processus achevé ?



« L'épidémie de SIDA en France : recherche, prévention et luttes politiques ».

(années 1980 au milieu des années 1990)

Lien avec le monde : recherche, politique de prévention, solidarité internationale

Tournant social, politique et culturel de la France : rôle moteur des associations de malades... Qui font pression sur la recherche et sur les politiques. Rôle également des médias.

Chronologie	Nombre de cas de Sida recensés en France	Monde médical	Associations de malades	Pouvoirs publics	Médias
1980-1985	1981 : 17 cas 1985 : 573 cas	- découverte d'une nouvelle maladie en 1981 aux Etats-Unis : des cas peu nombreux ; - découverte du virus (dénommé « LAV ») responsable en 1983 par des chercheurs français (Françoise Barré-Sinoussi et Luc Montagnier) de l'Institut Pasteur en lien avec des chercheurs américains. - 1984 : premières alertes médicales autour de potentielles contaminations par transfusions sanguines. - 1985 : mise au point premier test de dépistage du SIDA - 1ere conférence internationale sur le SIDA à Atlanta.	Associations : - Vaincre le sida (1983), - Arcat Sida, - Aides (1984) : naissance de l'association Ces associations sont créées sur le modèle d'une association américaine, Gay Men's Health Crisis. => Des actions sanitaires et sociales : campagnes de prévention et d'information sur la maladie => volonté d'être généraliste dans le message (ne mettent pas l'accent sur les homosexuels)	Spectateurs dans cette première phase. La maladie est considérée comme touchant peu de personnes et cantonnée à des minorités sexuelles (dont les homosexuels)	- 1982 : 1er article sur le sida paru dans l'hebdomadaire Gai Pied. - 1983 : Le Monde et Libération y consacrent leur Une. Paris Match publie un premier témoignage. - 1985 : Un malade témoigne pour la première fois à la télévision. - 1re émission TV pour récolter des fonds (Line Renaud, présidente de l'association des « artistes contre le sida »)
1986-1988	1986 : 1921 cas 1988 : 4211 cas	- Identification des modes de transmission de la maladie - Le Sida est dénommé VIH. - 1986 : Mobilisation des médecins généralistes qui doivent déclarer la maladie - 1986 : 2 ^e conférence internationale sur le SIDA. L'association AIDE participe à la conférence (c'est une première) - La lutte prend une dimension mondiale en 1988 (campagne de l'OMS)	Poursuite aide sanitaire et sociale aux victimes du virus. (plate-forme téléphonique, logements...) Déclaration universelle des droits des malades du Sida et des séropositifs, 16 octobre 1987 (Médecins du Monde et AIDES). Soutien de l'OMS. 1987 : 1re campagne nationale de prévention réalisée par le Comité français d'éducation pour la santé (devenu Inpes) en partenariat avec AIDES : « Le sida ne passera pas par moi. »	- La lutte contre l'épidémie devient « grande cause nationale » : l'épidémie concerne toute la société et pas seulement des marges sexuelles. - Création de l'Agence nationale de recherche contre le Sida (1988) (recherche)	- Mobilisation des médias : TV, radios
1989-1996	1989 : 7 149 cas. 1990 : 13 145 cas 1991 : 19 993 cas 1996 : 42 262 cas	1996 : Avancées thérapeutiques avec l'apparition des trithérapies	1989 : Naissance d'Act Up aux objectifs politiques : revendication de l'identité homosexuelle : Confrontation avec les pouvoirs publics (actions : préservatifs géants sur Obélisque 1993 ; happenings, zaps...) 1994 : Alliance entre les associations plus anciennes de lutte autour d'Aides : « Ensemble contre le sida », (lien avec le Sidaction) ; symbole de la lutte : « le ruban rouge ». 1989 : Ouverture des associations françaises sur l'international. 1990 : Naissance de Sida Info Service (association entre l'Agence française de lutte contre le Sida et Aides)	- Conseil national du SIDA (1989) (éthique) - Agence française de lutte contre le Sida (1989) (prise en charge malades) == > lien avec les pays dits du Sud. - 1990 : loi relative à la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé et de leur handicap A noter le scandale du sang contaminé éclate au tournant des années 90.	1991 : adoption du ruban rouge (symbole international de la lutte contre le Sida, né aux Etats-Unis) 1994 : Sidaction (mobilisation des chaînes audiovisuelles et des médias)
<p>== > Evolution de la place des homosexuels dans la société == > législation : PACS en 1999 ; puis depuis 2004 : condamnation des insultes homophobes; 2013 : mariage autorisé pour les personnes de même sexe et adoption possible d'un enfant.</p>					

Comment cette épidémie a contribué à faire évoluer le regard porté sur l'homosexualité et la place des homosexuels dans la société ?

Sources :

- Brochure Les rendez-vous de la lutte contre le VIH-SIDA dans le monde, en France, au sein de l'association AIDES, dans le monde, en France au sein de l'association AIDES, disponible en ligne à l'adresse suivante : https://www.aides.org/sites/default/files/Aides/bloc_telechargement/AIDES_FRESQUE%20HISTORIQUE_2018-12-20_BD.pdf

- Pinell P., Une épidémie politique. La lutte contre le sida en France 1981-1996, Paris, PUF, 2002.

- Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky (dir.), Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours, La Découverte, 2014 (article « Minorités sexuelles » de Lilian Mathieu).

Etude comparée de deux acteurs d'un nouveau capitalisme qui ont transformé leur pays par des politiques nouvelles.

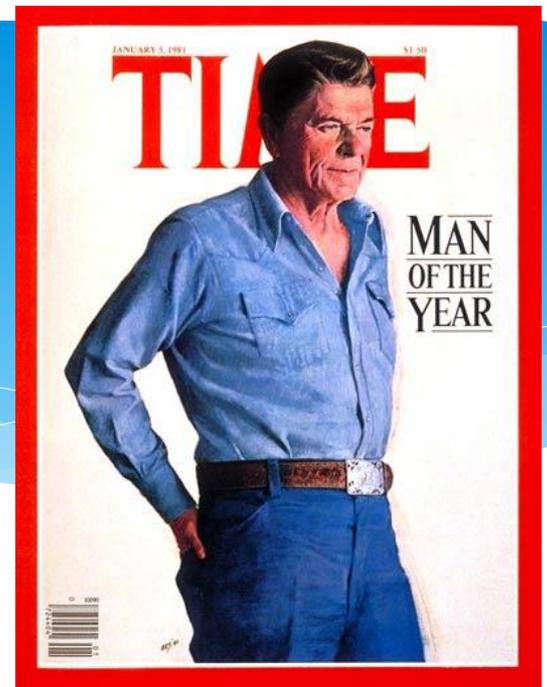


Couverture du Time, magazine américain, 1^{er} janvier 1979.

« Peu importe qu'un chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape la souris ! »
Deng Xiaoping.

Rencontre de Deng Xiaoping et de Ronald Wilson Reagan, le 28 avril 1984.

« Dans la crise actuelle, l'État n'est pas la solution à notre problème ; l'État est le problème ». (Reagan 20 janvier 1981)



Couverture du Time, magazine américain, 1^{er} janvier 1981.



Reagan (1981 à 1989)
Un homme « qui a profondément redéfini l'économie et la société des Etats-Unis » (F. Coste, Reagan, Fayard).

Deng Xiaoping (1978 à 1989)
« L'architecte de la modernisation et du dynamisme économique de la Chine d'aujourd'hui ». (Jacques Chirac au Quotidien du peuple, 2004)

Problématique générale

La remise en cause de l'Etat-Providence dans une **économie capitaliste libérale** : une « **deuxième révolution américaine d'espoir et d'opportunité** » (Reagan)

Objectifs recherchés

Rétablir la place des EU sur la scène internationale, **sortir** de la crise industrielle des années 1970.
« Dans la crise actuelle, l'État n'est pas la solution à notre problème ; l'État est le problème ». (Reagan, 20 janvier 1981). Vision idéologique de la victoire de novembre 1980 par Reagan et ses conseillers.

Mise en oeuvre

Les réformes économiques, les « **Reaganomics** » : réduire les dépenses publiques, les impôts, la régulation et l'inflation. **Théories dites néolibérales et politique de l'offre.**

Politique de dérégulation :

- Diminution du rôle donné à l'Etat fédéral (baisse des budgets fédéraux qui vident les agences et autres autorités jugées inutiles de leur raison d'être);
- Remise en cause du *Welfare State* pour « briser l'emprise du *New Deal* sur le pays » (F. Coste) : diminution des aides sociales aux plus défavorisés (maintien pour les classes moyennes pour des raisons électorales);
- Baisse des impôts des plus riches (1981 et 1986) pour créer des emplois; inciter à épargner pour investir...;
- Assouplissement des réglementations jugées trop lourdes. déréguler (cf. Législation du travail, syndicats);

Résultats

- Les baisses d'impôt entraînent un **accroissement des déficits publics** (car accroissement du budget du Pentagone) donc augmentation de la dette publique (multipliée par deux entre 1981 et 1988); accroissement de certains impôts (droits de succession).
- Afflux de capitaux aux Etats-Unis attirés par taux d'intérêts élevés;
- Accroissement des inégalités sociales avec la baisse du *welfare state* et la stabilité des bas salaires et enrichissement des plus riches;
- Protectionnisme économique ;
- Retour de la croissance économique et baisse relative du chômage.

Portée

- Des idées qui après 1989 deviennent le **crédo des organisations internationales (une révolution dans la manière d'appréhender les affaires économiques) : OMC, FMI... mais un modèle remis en cause par les inégalités qu'il engendre.**

L'introduction du capitalisme en Chine dans une **économie socialiste** : transition vers l'économie de marché ou capitalisme à la chinoise ?

Sortir la Chine du sous-développement, renforcer sa puissance tout en préservant le monopole politique du parti. VOLONTARISME POLITIQUE ET PRAGMATISME. « Il faut **prélever les éléments positifs du capitalisme pour édifier le socialisme à la chinoise** ». (Deng Xiaoping, 1992). (Domine encore le Parti en 1992)

-**Réforme agraire** (processus de décollectivisation rurale) et **réformes industrielles** (autorisation de petites entreprises privées à se développer et autonomie plus grande laissée aux entreprises industrielles d'Etat) → « système économique à double rail » : prix fixe/ prix flexibles mais système désordonné.

-**Ouverture économique des périphéries (1979)** (périphéries éloignées du pouvoir central, pas de menaces si échec et périphéries déjà porteuses de réformes dans le monde rural avant 1978). Avec Zhao Ziyang, D.X. intègre la Chine dans la DIT avec développement de 4 ZES (Shenzhen, Zhuhai, Shantou et Xiamen) pour attirer les capitaux étrangers, développer les échanges commerciaux : investissements de l'Etat, de la diaspora (textile, jouets, chaussures, vêtements, électroniques) puis ouverture de toute la façade maritime aux investisseurs étrangers dans la seconde moitié des années 80.

-**1992 : Relance des réformes. Définit « l'économie socialiste de marché ».** Privatisation de petites entreprises d'Etat, transformation des grandes entreprises en sociétés (**L'Etat conserve les secteurs stratégiques** : banques, énergie, communications, transports). Construction d'organisations institutionnelles : réorganisation du système bancaire (Banque centrale de Chine, banques spécialisées), création de bourses...

-Décollage économique de la Chine (croissance éco élevée).

-En 1988 : libéralisation des prix et des salaires → crise de 1989 et événements de la place Tien'anmen (réformes menacées après 1989 par les conservateurs).

Chine devient une grande puissance économique. **Entrée de la Chine à l'OMC en 2001** : intégration dans l'ordre économique mondial.

Transformation du territoire grâce aux investissements de l'étranger (DIT) et de l'Etat chinois mais accroissement des inégalités, de la corruption et des tensions.

Un système parfois qualifié de « **capitalisme d'Etat** » tant la présence de l'Etat est forte et où les frontières public-privé sont brouillées.

- **Se présente aujourd'hui comme un modèle « alternatif » au modèle libéral américain.**

Sources :

- F. Coste, Reagan, Fayard.
- Marie-Claire Bergère, *Chine: le nouveau capitalisme d'Etat*, Paris, Fayard, 2013 et *capitalismes et capitalistes en Chine*, Perrin, 2007.
- France culture, Entendez-vous l'éco ?, « le socialisme à l'épreuve du marché », 2019
<https://www.franceculture.fr/emissions/entendez-vous-leco/chine-la-marche-de-lempire-34-le-socialisme-a-lepreuve-du-marche>

La fin de l'Apartheid en Afrique du Sud : l'étude un processus mêlant national/ international ; temps long/temps court

Qu'est-ce que l'Apartheid ? (« séparation » en afrikaans) : un ensemble complexe de lois (corpus juridique) qui entendent séparer les Blancs des Noirs et assurer la domination politique et économique de la minorité blanche sur le reste de la population.

- S'inscrit dans une longue histoire qui prend racine dans la colonisation ou plus précisément dans l'alliance entre Britanniques et Afrikaners (descendants des premiers colons du XVII^e siècle) : un moyen pour les Britanniques d'affirmer leur autorité et de se prémunir contre le mécontentement des Afrikaners (qui composent la population blanche) : ségrégation raciale des populations noires dans des réserves, contrôle des déplacements de population entre les centres d'habitats noirs et les espaces industrialisés : Institutionnalisation au début du XX^e siècle avec en 1913 le **Native Land Act** qui limite le droit de propriété des noirs à 7,5 % du territoire (réserves). Les fermiers noirs des zones blanches perdent le droit à la propriété. Les noirs doivent vivre à l'écart des villes (townships).

Ce processus de ségrégation prépare l'institutionnalisation de l'apartheid pendant la période 1948-1959, appelée « **la suprématie blanche** » ou **Baaskap**.

- 1948 : Naissance de l'Apartheid avec la victoire de Daniel François Malan, chef d'un parti ultranationaliste, le Parti national réunifié.
- 1949 : premières lois de l'Apartheid (la première loi porte sur l'interdiction des mariages mixtes, une autre interdit les relations sexuelles entre les groupes raciaux... : 148 lois sont votées jusqu'en 1971).
- 1950 : *Population Registration Act* qui enregistre racialement la population (3 catégories initialement : « Blancs », « Natifs », « personnes de couleur ») ; le lieu de résidence est défini en fonction du groupe racial : intensification de la politique des townships.
- 1951 : loi sur les *pass* (autorisations de déplacement)
- 1953 : lois sur *la séparation des équipements publics* (ségrégation urbaine: bancs, ascenseurs, bureaux de postes, cimetières...) encore appelé l'Apartheid mesquin.
- 1958 : création des Bantoustans qui deviennent des enclaves autonomes.

S'inscrit dans le cadre d'un « **système totalitaire** » (F-X Fauvelle) :

- 1950 : interdiction du parti communiste ou tout mouvement qui entend promouvoir un changement politique. L'ANC est interdite en 1960.
- Recours à l'état d'urgence.
- 1967 : loi sur « le terrorisme » qui permet d'arrêter tout individu suspect, recours à des assassinats politiques.
- Des massacres (1960, 1976), des procès (dits de Rivonia en 1963-1964), emprisonnement des opposants politiques.

La fin de l'Apartheid : un « miracle » sud africain.
Comment périodiser « la fin de l'apartheid » ?
Existe-t-il « une fin » de l'apartheid : un processus achevé ?

S'inscrit dans un long processus de ségrégation raciale.

Trois composantes dans l'Apartheid :

- Apartheid,
- Apartheid urbain,
- « Grand Apartheid » : les *homelands* ou Bantoustans.

Donc plusieurs dimensions : juridique, territoriale et une « dimension culturelle » : 25 ans après l'investiture de Nelson Mandela à la présidence de la République, « les hommes et les femmes ont gardé la mémoire des lieux, des gestes à faire et à ne pas faire, signe de l'emprise des interdits de la législation d'Apartheid sur les attitudes les plus quotidiennes » (F-X. Fauvelle, « Un demi siècle d'Apartheid », *L'Histoire*, Les collections de l'Histoire, octobre-décembre 2019)

Sources :

- « L'Afrique du sud . Des Bushmen à la nation arc en ciel », *Collection de l'Histoire*, octobre –décembre 2019.
- Gilles Teulié, *Histoire de l'Afrique du sud des origines à nos jours*, Tallandier, 2019.
- Musée de l'Apartheid : <https://www.apartheidmuseum.org>

Jusqu'au milieu des années 1980, le système perdure (politique de répression : arrestations, procès, assassinats) malgré des **contestations internes...**

... et une **mobilisation internationale croissante...**

Dont les effets sont limités par **la guerre froide.**

1960 : massacre de Sharpeville (69 morts et 180 blessés par la police). L'ANC, le parti communiste et le PAC sont interdits.

1962 : 2^e arrestation de Mandela condamné à la prison à vie en 1964.

1966: assassinat du président de la République Hendrik Verwoerd (assassinat politique par un communiste, en lien avec l'ANC)

1971 : Développement du mouvement de la conscience noire de Steve Biko.

16 juin 1976 : émeutes de Soweto (manifestations d'enfants et d'étudiants noirs pendant plusieurs mois : 1000 morts).

1984 : Métis et Indiens sont représentés au sein du Parlement.
1984 : début des émeutes dans les Townships.

1985 : Mandela refuse de sortir de prison tant que l'apartheid n'est pas démantelé. Début de l'abrogation des lois de l'apartheid mesquin. **Emeutes à Sharpeville.**
1985 : création de la COSATU, syndicat de travailleurs noirs.

1986 : établissement de l'état d'urgence.

== > **Le système est dans l'impasse sur le plan politique (émeutes perdurent) et économique** . De timides réformes sont entreprises au milieu des années 1980.

1959 : création à Londres du « boycott movement » (qui appelle les Britanniques à boycotter les produits d'Afrique du sud)

1962: Vote de la résolution 1761 par l'ONU pour des sanctions contre l'Afrique du sud. Mais hostilité des pays occidentaux et des Etats-Unis, la priorité étant de lutter contre le communisme.

1965 : Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

1968 : L'Afrique du sud est exclue des JO de Mexico puis de l'ensemble des compétitions internationales.

1973 : Convention internationale sur le crime d'Apartheid.

1978 : les Nations Unies déclarent l'année 1978 l'année anti-Apartheid. L'ONU vote la résolution 417 qui condamne le régime raciste d'Afrique du sud et demande la libération des prisonniers politiques.

1984 : le prix Nobel de la paix est attribué à Desmond Tutu.

1985 : Campagne internationale lancée par l'ANC : « Libérez Nelson Mandela ! ».

== > **Les pressions internationales sur l'Afrique du sud ont peu d'effets immédiatement mais provoquent un isolement sur la scène internationale.**

dégradation de l'image internationale de l'Afrique du sud et isolement croissant sur la scène internationale. L'embargo contribue à aggraver la situation économique et mécontente les milieux d'affaires.

Le mouvement de décolonisation - « le vent du changement » de Harold Macmillan, premier ministre britannique devant le Parlement sud africain le 3 février 1960- ne produit pas d'effet réel en Afrique du sud. Au contraire, le pouvoir radicalise la politique de répression ; de même que les combattants de l'ANC.

MAIS

guerre froide : développement du budget de la défense en Afrique du sud; coopération militaire avec Israël et la France malgré la politique d'embargo.

Les Occidentaux sont bienveillants avec l'Afrique du sud car le gouvernement sud africain lutte contre les communistes ; ex : intervention de l'Afrique du sud en Angola (1961-1975 puis 1975-2002), au Mozambique et en Namibie entre 1966 et 1990.

1986 : Reagan met son veto à une loi *antiapartheid* car l'ANC est considérée comme une organisation terroriste.

== > **La guerre froide empêche toute évolution de la situation.**

Vers la nation arc en ciel ?

Le « miracle » sud africain

Des liens possibles avec le thème 4 (géo): l'Afrique australe : un espace en profonde mutation (classe de Seconde)

1994-1999: présidence de Nelson Mandela, vers l'ère post-Apartheid

- Gouvernement d'union nationale
- Ecriture de la Constitution (1995-1996) et instauration de la commission Vérité et réconciliation (un processus inédit de justice restaurative sous la présidence de Desmond Tutu) : accueil des témoignages des criminels et des victimes en vue d'une éventuelle amnistie s'il s'agit de motifs politiques (en échange de toute la vérité)
- 1996 : l'Inkhata accepte de participer aux élections.

1991-1994 : la transition

- 30 juin 1991: abolition des mesures territoriales basées sur la race puis abrogation des lois de 1913... Les partis politiques sont libres. Signature d'un accord national de paix. Le oui l'emporte pour l'abandon de l'apartheid.
- Violences croissantes entre factions rivales entre Zoulous de l'ANC et Zoulous de l'Inkhata (Massacre de Boipatong en juin 1992), violences des ultranationalistes blancs (assassinat de Chris Hani en 1993). Discours de Mandela du 13 avril 1993 pour empêcher la guerre civile.
- Mandela et De Klerk, prix Nobel de la paix (1993)
- Avril 1994 : première élections libres et multiraciales. 10 mai 1994 : Nelson Mandela, président de la République sud-africaine.
- Mai 1994 : l'ONU lève son embargo et l'Afrique du Sud réintègre le Commonwealth.

1989-1990: le tournant.

- Août 1989 : Arrivée de De Klerk au pouvoir.
- Déclaration de Harare de l'ANC.
- 2 février 1990 : discours de Frederik De Klerk dit « Discours du Saut de Géant » qui annonce la fin de l'apartheid. Les partis interdits sont à nouveau autorisés. Un discours de 30 minutes qui normalise la situation en Afrique du Sud. Annonce la libération de Nelson Mandela sans condition.
- 11 février 1990 : Libération de Nelson Mandela et discours de Nelson Mandela au peuple : il se déclare « son humble serviteur ».

1988-1989 : Un nouveau contexte international

- La fin de la guerre froide :
 - Sommet de Moscou de 1988 : l'URSS veut arrêter l'aide militaire à la Namibie moyennant le retrait des troupes sud-africaines) le bloc de l'Ouest lâche l'Afrique du sud.
 - 1989 : chute du Mur → le communisme n'est plus une menace.
- Des mobilisations internationales (jeunesse, médias...) croissantes : 1988 : Johnny Clegg, « le Zoulou blanc », et Savuka, *Asimbonanga*; 1986 *Nelson Mandela* de Youssou N'Dour, 1988 : *Mandela Day* de Simi Mindes, Concert géant à Wembley à Londres pour les 70 ans de Mandela diffusé dans 67 pays.

Milieu des années 1980 : Le système est dans l'impasse sur le plan politique (émeutes) et économique.

- De timides réformes dès le milieu des années 1980 (syndicalisme, ouverture aux métis et Indiens, débât d'abrogation des lois d'apartheid). Négociations secrètes avec l'ANC depuis 1985.
- Dégradation de l'image internationale de l'Afrique du sud et isolement croissant sur la scène internationale.
- L'embargo contribue à aggraver la situation économique.

Un processus juridique rapide

L'émergence d'une classe moyenne multiculturelle.

Mais maintien de la pauvreté et des inégalités sociales

Et maintien des cloisonnements territoriaux

5. Tronc commun et HGGSP : articulations et synergies (pour les élèves de l'enseignement d'HGGSP).

Les axes d'étude de l'enseignement de spécialité en classe de Terminale peuvent permettre de **réinvestir** et **enrichir** les acquis des cours d'histoire de tronc commun :



- * offrir des exemples pris dans d'autres périodes et ainsi nourrir le traitement des axes en ne se limitant pas aux seuls jalons,
- * permettre une appréhension sur le temps long de problématiques historiques, géographiques ou géopolitiques,
- * réactiver les acquis en consolidant la culture des élèves.

En classe de Terminale, au terme de la scolarité dans le second degré (après 7 années d'enseignement d'histoire-géographie), l'élève dispose d'un bagage culturel et intellectuel qu'il est en mesure de mobiliser.

Thèmes d'HGGSP	Lien avec les programmes d'Histoire de Terminale du Tronc commun	Lien avec les programmes d'Histoire de Seconde et de Première du Tronc commun
De nouveaux espaces de conquête	Axe 1 : thème 2 chapitre 2 Axe 2 : thème 4 chapitre 1	Seconde : thème 2 Chapitre 1 (un nouveau rapport au monde)
Faire la guerre, faire la paix : formes de conflits et modes de résolution	Axe 1 : thème 3 chapitre 1 Objet conclusif : Thème 2 chapitre 1, Thème 2 chapitre 2	Seconde : thème 3 chapitre 1 (le rôle de la guerre dans l'affirmation de l'Etat); Première : thème 1 chapitre 2 (la paix durable; le concert des nations) ; thème 2 chapitre 3 (guerre et diplomatie)
Histoire et mémoires	Axe 1 : thème 2 chapitre 3 Axe 2 : thème 4 chapitre 1 Objet de travail conclusif : thème 1 chapitre 3	Première : thème 3 chapitre 3 (conquête coloniale française ; l'Algérie)
Identifier, protéger et valoriser le patrimoine		Seconde : thème 3 chapitre 1 (les collections royales) Première : thème 1 chapitre 1 (la Révolution); thème 2 chapitre 2 (l'industrialisation)





Françoise JANIER-DUBRY, IGESR

 LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ REPUBLIQUE FRANÇAISE	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	MINISTÈRE DE LA CULTURE	MINISTÈRE DES SPORTS
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------	-------------------------

IGESR INSPECTION GÉNÉRALE
DE L'ÉDUCATION, DU SPORT
ET DE LA RECHERCHE